Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Syrie: La surprenante offre de Donald Trump à Bachar Al Assad

Par René Naba
Mondialisation.ca, 03 avril 2017
madaniya.info

Région : États-Unis, Moyen-Orient et Afrique du Nord
Thème: 11-Septembre et terrorisme, Guerre USA OTAN
Analyses: SYRIE

Tulsi Gabbard: «Si le président vous appelle, décrocherez vous le téléphone ?»
Bachar Al Assad: «S'agit il d'une hypothèse ou d'une proposition ?»
Tulsi Gabbard: «Décrocherez-vous le téléphone pour répondre à son appel ?»
Bachar Al Assad: «S'agit-il d'une proposition de votre part?»
Tulsi Gabbard: «Non, la proposition vient du président»

A ce moment, le président syrien sourit et remis à l'émissaire américain un numéro de téléphone où il pouvait être joint directement.

Les déclarations du secrétaire d'Etat Rex Tillerson jeudi 30 mars 2017 à Ankara selon lesquelles «Le sort du président Assad, à long terme, sera décidé par le peuple syrien», ne relèvent pas du hasard, mais d'une décision mûrement réfléchie de la nouvelle administration républicaine, désireuse de conférer la priorité au combat contre le terrorisme islamique.

Ci joint le récit intégral de ce surprenant dialogue entre le président syrien Bachar Al Assad et l'émissaire américain Tusli Gabbard, sénatrice démocrate de Hawaï, ainsi que cela a été rapporté lundi 3 avril 2017 par le directeur du quotidien libanais «Al Akhbar», Ibrahim Al Amine, auteur du scoop, consultable sur ce lien pour les locuteurs arabophones :

http://www.al-akhbar.com/node/275193

TULSI GABBARD

Démocrate de Hawaï, hostile à Hillary Clinton, ancienne secrétaire d'État et candidate malheureuse à la présidentielle américaine 2016, Tulsi Gabbard avait voté en faveur de Bernie Sanders, le candidat de l'aile gauche du parti démocrate, lors des primaires de ce parti en 2016. Membre du House Armed Service Committee, Major dans la garde nationale, Tulsi Gabbard a effectué deux périodes de service au Moyen-Orient. En Octobre 2015, sur CNN, elle déclare: les États-Unis et l'Union Européenne doivent cesser cette guerre illégale et contre-productive visant à renverser le gouvernement d'Assad et se concentrer plutôt à combattre les groupes islamistes extrémistes».

L'interrompant, le journaliste lui pose alors la question suivante: «Cela ne vous importe-il pas que le régime brutal d'Assad ait tué 200.000 personnes au moins ou peut-être 300.000 personnes de son propre peuple».

La réponse fuse: «Les choses qu'on dit à propos d'Assad, ce sont les mêmes que l'on disait à propos de Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi par ceux qui poussaient les États-Unis à renverser leurs régimes. Si cela devait arriver en Syrie, nous nous retrouverons devant une situation de plus grande souffrance, des persécutions plus importantes des Chrétiens en Syrie. En prime notre ennemi en sortira renforcé».

La coordination secrète syro-américaine contre le djihadisme en Syrie 1/2

La coordination secrète syro-américaine contre le djihadisme en Syrie 2/2

Le dialogue entre Donald Trump et Tulsi Gabbard le 21 novembre 2016

Les contacts entre Donald Trump et Tusli Gabbard se sont noués à l'automne 2016. celui qui n'était alors que le candidat républicain à la présidentielle avait relevé le positionnement de la sénatrice démocrate et son entourage songeait même à lui proposer un poste ministériel au sein de la nouvelle administration qui devait succéder au démocrate Barack Obama.

L'entretien entre le président élu et la démocrate a eu lieu le 21 novembre 2016 et a duré 2H30, au cours duquel la sénatrice a informé d'emblée son interlocuteur que son voyage prévu de longue date ne pouvait être indéfiniment retardé du fait qu'il avait été fixé à la mi janvier 2017.

Donald Trump a admis partagé l'opinion de Tulsi Gabbard sur la Syrie, et, en réplique, la sénatrice a informé Donald Trump qu'elle songeait à forger une loi interdisant à tout américain de collaborer avec quiconque entretenant un lien direct ou indirect avec les organisations terroristes, particulièrement Daech.

La suite du dialogue Donald Trump-Tulsi Gabbard :

Donald Trump (DT): « Allez vous rencontrer Assad ? »
Tulsi Gabbard (TG): « Probablement »
Donald Trump (DT): « Parfait. Demandez lui s'il est disposé à entretenir des contacts avec nous. »

L'homme a tenu bon

Je suis disposé à entrer en contact téléphonique avec lui. Mais qu'il soit clair que la coopération portera sur le combat contre Daech. Il constatera que son éviction du pouvoir ne figure pas à l'ordre du jour de mes préoccupations. C'est d'ailleurs un thème qui va disparaître progressivement du débat public.

Toutefois, le contact direct et l'abolition des sanctions sont des sujets qui demandent du temps.

L'important est que l'on sache comment il se comporte et dans quelle mesure il est disposé à coopérer avec nous en dehors des Russes et des Iraniens. Nous devons changer de politique vis à vis d'Assad.

L'Homme a tenu bon. Le contenir directement pourra se révéler utile. Les faits nous commandent de coopérer avec lui s'il l'on veut combattre effectivement Daech.

Donald Trump, pragmatique et empirique, part du constat que Barack Obama a sapé l'influence américaine au Moyen-Orient et rend responsable son prédécesseur démocrate de la percée russe. Il considère qu'il incombe à son administration de rétablir une cogestion, particulièrement en Syrie et en Irak et que la Syrie peut constituer un terrain d'entente entre Russes et Américains.

L'Iran, le pays le plus sérieux dans son combat contre Daech.

Donald Trump considère en outre que Daech représente le plus grand danger. Il est convaincu du soutien de l'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie à Daech et à toutes les déclinaisons d'Al Qaida. En dépit de détestation de l'Iran, il est convaincu que Téhéran est le plus sérieux dans son combat contre Daech.

Son objectif n'est pas d'opérer un bouleversement fondamental de la politique américaine, mais juste d'infléchir sa stratégie, en focalisant sur Daech, et en mettant de côté les autres objectifs, tels l'éviction du président syrien.

LE RÔLE D'OBSTRUCTION DE L'AMBASSADRICE AMÉRICAINE AU LIBAN, ELIZABETH RICHARD.

Lors de sa confirmation par la commission des affaires étrangères du Sénat américain comme nouvel ambassadeur des Etats Unis au Liban, Elizabeth Richard avait affirmé que sa mission prioritaire sera de faire front à la Syrie et au Hezbollah. Aussi n'a-t-elle pas été avisée de la mission de Tulsi Gabbard ni de ses objectifs. Elle estimait néanmoins qu'elle devait avoir la haute main sur cette visite, fixant les rendez vous de la sénatrice, écartant au besoin ce qu'elle considérait comme indésirable.

Le Liban divisé par l'ambassade américaine en trois zones selon le degré de risques.

Elizabeth Richard a voulu circonvenir les choses, demandant à s'entretenir avec l'équipe de la sénatrice, à son arrivée à Beyrouth. A l'ambassade, le responsable de la sécurité a fait un topo sur la situation sécuritaire en dotant ses interlocuteurs d'instructions adéquates.

L'officier chargé de la sécurité de l'ambassade a proposé que Tulsi Gabbard soit logée à la résidence de l'ambassadrice.

L'équipe de la sénatrice a décliné les offres, spécifiant qu'elle souhaitait que la visite de Tulsi Gabbard se déroule en dehors de tout protocole, que l'émissaire de Donald Trump choisira elle-même ses interlocuteurs libanais, de même que la date et le lieu de ses rendez-vous.

Le responsable de la sécurité de l'ambassade a alors insisté pour connaître l'identité du service libanais chargé de la protection de la sénatrice, exposant les zones à risques au Liban. Selon lui, le Liban est divisé en trois zones: Zone Rouge, frappée d'une interdiction absolue d'accès de jour comme de nuit; Une Zone Jaune, avec libre accès uniquement le jour; Une Zone Verte, avec libre accès de jour comme de nuit.

Des unités spéciales américaines au Liban prêtes à intervenir à tout moment.

Au terme de son exposé le responsable a confié à l'équipe de la sénatrice des numéros de téléphone pour an faire usage en cas d'urgence, l'assurant que les États Unis disposaient de diverses unités déployées sur l'ensemble du territoire libanais prêtes à intervenir à tout moment en cas de nécessité.

14 JANVIER 2017, L'ARRIVÉE À BEYROUTH DE TULSI GABBARD.

Tusli Gabbard est arrivée le dimanche 14 Janvier 2017 à Beyrouth, en compagnie de son époux, Abraham William, un riche homme d'affaires originaire de l'Inde. A l'aéroport de Beyrouth-Khaldé, elle a été accueillie par un détachement de l'unité chargée de la protection des ambassades, relevant des Forces de Sécurité Intérieures (FSI), mis à sa disposition par le ministre de l'Intérieur Nihad Machnouk.

La traversée dans la zone Hezbollah

Le convoi s'est dirigé directement vers Yarzé, colline surplombant Beyrouth siège de la Présidence de la République libanaise, du ministère de la défense et de l'ambassade de Syrie au Liban, notamment, où elle a été accueillie par l'ambassadeur syrien Ali Abdel Karim.

Le convoi a emprunté un court trajet, ce qui signifie qu'il a immanquablement traversé la banlieue sud de Beyrouth, en pleine «zone rouge», de l'ambassade américaine, la fameuse ville de Dayeh des journalistes français, autrement dit le fief du Hezbollah.

A la question de savoir où elle se trouvait, il lui fut répondu, laconiquement: «Dans la zone du Hezbollah».

Tulsi Gabbard: «Où sont donc les bases militaires et les hommes en armes»?
Réponse: «Pas de présence de toutes ces choses ici».
Tuslsi Gabbard: Êtes vous surs que nous traversons une zone sous contrôle du Hezbollah»?
Réponse: Oui absolument et dans quelques minutes nous serons dans une zone sous contrôle total de l'armée libanaise, où se trouve le bureau de l'ambassadeur syrien.

A son arrivée dans le secteur de Yarzé, le convoi a été pris en charge par les «Fouhouds» (Les Panthères), troupes de chocs des forces de sécurité libanaise. Les officiels de l'ambassade américaine avaient peu apprécié que le service de protection des ambassades aient été chargé de la protection de la sénatrice américaine, considérant que ce service était sous influence du Hezbollah.

A son arrivée à son hôtel,l'ambassadrice des États Unis à Beyrouth, Elizabeth Richard, a demandé à rencontrer l'émissaire du président Donald Trump. Tulsi Gabbard a refusé, lui précisant qu'elle ne souhaitait rien de l'ambassade.

LE SÉJOUR À DAMAS DE TULSI GABBARD ET LE RÉCIT DE SA PREMIÈRE RENCONTRE AVEC LE PRÉSIDENT BACHAR AL-ASSAD

Lundi 15 janvier à 008 H du matin, le convoi américain se dirige directement vers Damas. A son arrivée au poste frontière de Masnah, le convoi est accueilli par une délégation officielle syrienne qui prend en charge la protection de l'émissaire américain, abandonnant le convoi libanais dans le secteur libanais de la zone frontalière.

Le premier échange Bachar A-Assad-Tulsi Gabbard

Accueillie par un sourire du président syrien, Tusli Gabbard entre d'emblée dans le vif du sujet:

Tusli Gabbard: Je suis là pour une mission de collecte d'informations. Je souhaite visiter plus d'une région si possible, aller à la rencontre des gens. Je souhaite aussi que vous nous fournissiez des informations fiables sur ceux qui apportent leur soutien à Daech et à al Qaida. Je suis là avec l'accord du Congrès américain. Je devais venir il y a un mois, mais j'ai retarde mon voyage à la demande du président Trump en personne.

J'ai rencontré Donald Trump avant ma venue. Je suis porteuse d'un message de sa part. Je suis chargé de vous soumettre ses vues sur la zone. Il m'a en plus chargé d'une demande directe à vous.

L'émissaire américain se livre alors à un exposé des vues de la nouvelle présidence américaine, mettant l'accent sur la position des alliés des États Unis dans la zone, de l'Arabie saoudite, à la Turquie, en passant par ls autres pays du Golfe.

La priorité de Donald Trump est le combat contre Daech. Dans son approche, il prend en considération le dossier iranien, un pays très sérieux dans son combat contre Daech. Donald Trump veut une modification radicale de la politique des États Unis à l'gard de la Syrie et de la zone.

Donald Trump: admiratif de l'intelligence de la Russie dans sa gestion du dossier syrien.

Bachar Al-Assad: « S'agit il des impressions que vous avez recueillies de votre entretien avec votre président ? »
Tulsi Gabbard : « Non, ce sont ces idées. Il m'a demandé de vous les soumettre. En résumé, nous voulons coopérer avec vous pour combattre Daech. Il (Donald Trump) est admiratif de l'intelligence de la Russie dans sa gestion du dossier syrien. Il entend bâtir une entente avec les Russes en Syrie. »

Puis, soudainement, Tulsi Gabbard s'adresse directement au président syrien en ces termes :

Tulsi Gabbard : « Si le Président Trump vous contacte, répondrez-vous ? »
Assad esquisse un sourire et répond par une autre question: « S'agit-il d'une suggestion ou d'une proposition ? »
Tulsi Gabbard : « Non, pas une supposition ».
Bachar Al-Assad: « Donc s'agit-il d'une proposition de votre part ? »
Tulsi Gabbard : « Non il s'agit d'une proposition directe du Président Trump et c'est lui qui l'a demandé de vous la transmettre. Et je répète la question: S'il vous contacte, allez vous décrocher ? »
Bachar Al-Assad: « Naturellement. Je vous donnerai un numéro de téléphone où vous pourrez me joindre rapidement. »

Tulsi Gabbard a été surprise par la rapidité de la réponse du président syrien. Sous l'effet d'une campagne d'intoxication, elle était convaincue que Bachar Al-Assad demanderait un délai avant de répondre à la proposition de Donald Trump. Le temps de consulter ses amis Russes et Iraniens. Les Américains pensaient sérieusement qu'«Assad n'oserait pas nouer un contact avec les États Unis ans l'accord préalable de ses alliés».

Avant la fin de l'entretien, Tulsi Gabbard a insisté pour effectuer une tournée à l'intérieur de la Syrie, notamment Alep de nouveau sous l'autorité du pouvoir central, afin d'établir un rapport circonstancié sur la situation.

Au terme de son exposé de deux heures, le président syrien a pris la parole à son tour pour exposer à son interlocutrice le rôle des États Unis dans leur soutien aux organisations terroristes.

A l'issue de cette rencontre, Tulsi Gabbard a rencontré l'épouse du chef de l'état syrien, Mme Asma Al-Assad. Cet entretien de deux heures également a porté sur les aspects sociaux et les effets négatifs de la guerre sur la population syrienne.

Puis, Tulsi Gabbard a rencontré successivement, le Mufti de Syrie, Badreddine Hassoune, le Patriarche Ignace Ephrem (Syriaques), des hommes d'affaires et des académiciens. Elle a également visité la grande Mosquée de Damas, La Mosquée des Ommeyades.

La délégation américaine a résidé au palais des hôtes de Damas et a dîné avec Mme Bouthaina Chaabane, conseiller du président Assad chargé de l'Information, en présence de M. Bachar Jaafari, délégué de la Syrie aux Nations Unies et Chef de la délégation gouvernementale syrienne aux négociations de Genève. Au cous de ce dîner, les modalités d'un entretien Tulsi Gabbard avec le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Al Mouallem, ont été arrêtées.

ALEP, MARDI 16 JANVIER 2017

A Alep, Tulsi Gabbard a longuement parcouru la ville, rencontrant l'administrateur de la ville, des parlementaires, des académiciens, des hommes de religion, des activistes de la société civile avant de visiter un camp de personnes déplacées.

Avant son départ d'Alep, la délégation américaine a reçu un appel de Damas souhaitant revoir l'émissaire du président Trump pour un entretien approfondi et détaillé qui sera entrecoupé d'un déjeuner de travail. La présidence syrienne proposait en outre à Tulsi Gabbard de lui confier des documents irréfutables concernant l'implicaiton directe des hommes de la sécurité américaine dans leur soutien aux terrorisme en Syrie. A la suite de cet appel, Tulsi Gabbard décida alors de reporter son départ de Syrie de 24 heures.

RETOUR À DAMAS, MERCREDI 17 JANVIER ET LA REMISE DES DOCUMENTS OFFICIELS SYRIENS

Ce jour là, Tulsi Gabbard rencontra à deux reprises le Président Bachar Al Assad en présence des responsables syriens des services de sécurité, munis de documents. L'émissaire américain a été saisi par le choc à la vue de ses documents que les Syriens lui ont remis, ce jour là, afin de lui permettre son enquête aux États Unis même.

JEUDI 18 JANVIER BEYROUTH

Entretien surprise avec l'ancien président Emile Lahoud et le ministre irakien des Affaires étrangères Ibrahim Jaafari.

Jeudi 18 janvier à Beyrouth a été une journée d'entretiens intensifs avec des personnalités choisies par Tulsi Gabbard, elle même: Les trois présidents, le président de la République Michel Aoun, le premier ministre Saad Hariri, le président de la chambre des députés Nabih

Berry, le Commandant en chef de l'armée et le directeur général de la Sûreté Générale, le patriarche maronite Mgr Bichara Ar Rahi, et l'ancien président de la République Emile Lahoud, seul ancien président libanais à avoir eu droit à un tel traitement, pourtant jadis ostracisé par Jacques Chirac l'ancien partenaire du milliardaire libano saoudien Rafic Hariri.

Un incident est révélateur du parasitage déployé par l'ambassadrice américaine à Beyrouth, Elizabeth Richard, hostile à cette visite.

Comme un rendez vous était sollicité auprès des services de la présidence de la chambre pour un entretien avec M. Nabih Berri, la demande a été refusée au prétexte que l'émissaire américain entreprenait ses démarches sans l'aval du du Département d'état. Les collaborateurs de M.Berri ont soutenu avoir eu cette explication directement par l'ambassade américaine.

Alertée sur cette mauvaise manière, Tulsi Gabbard a chargé son adjoint d'aviser l'ambassadrice, Mme Elizabeth Richard, qu'elle devra rendra compte de son comportement illégal devant l'administration américaine

Avant son départ de Beyrouth, M. Tulsi Gabbard a rencontré le ministre irakien des Affaires étrangères Ibrahim Jaafari, qui se trouvait fortuitement dans la capitale libanaise.

ÉPILOGUE DU SIGNATAIRE DE CE TEXTE

Et pendant ce temps là, les hiérarques de l'Élysée et du Quai d'Orsay t leurs amplificateurs médiatiques, les éditocrates de France, continuent de se lamenter……

-Ah si Obama avait bombardé la Syrie, nous n'en serions pas là, oubliant que la Chambre des Communes avait refusé un engagement militaire du Royaume Uni en Syrie et que de sérieux doutes subsistaient sur les responsables de l'usage des armes chimiques en Syrie.

A propos de l'usage des armes chimiques en Syrie

> Seymour Hersh : The Red Line and The Rat Line

-Ah, si la France n'était pas aussi dépendante militairement des États Unis nous n'en serions pas là.

-Ah si la France était une véritable démocratie présupposant une autorisation du parlement avant un engagement militaire extérieur, nous n'en serions pas là.
Ah, si la France cessait son état de lévitation permanent pour se livrait, pour une fois, à son autocritique, nous n'en serions pas là.

-Ah, si la France avait soutenu l'opposition démocratique syrienne et non les mercenaires des pétromonarchies, compagnons de route du terrorisme islamique, nous n'en serions pas là.

Voir également : Le bilan des pertes syriennes en six ans de guerre

La source originale de cet article est madaniya.info
Copyright © René Naba, madaniya.info, 2017

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Golias), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXIme siècle (Golias). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1er septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca